

Questembert. Ils disent non à la fermeture de la trésorerie



Une intersyndicale regroupant quatre syndicats, les agents de la trésorerie, ainsi que des élus du territoire, s'est rassemblée devant la trésorerie pour contester sa fermeture

[Quest-France](#) Publié le 14/10/2019 à 19h26

La fermeture de la trésorerie de Questembert est prévue pour 2021. Les syndicats contestent le projet et se mobilisent pour sensibiliser les contribuables et élus locaux.

Lundi matin, une intersyndicale regroupant Force Ouvrière, la CGT, la CFDT et Solidaires, était présente sur le marché pour faire signer une pétition contre la fermeture de la trésorerie. Puis, elle a tenu un point presse devant le bâtiment, boulevard Saint-Pierre. « **Depuis trois mois, on se bat contre la déclinaison de la carte de fermeture des trésoreries dans le département** », avancent les représentants syndicaux.

Ce plan, qui prévoit la fermeture de toutes les trésoreries du département, devrait être arrêté début novembre et mis en application en 2021. La trésorerie de Questembert est concernée, ainsi que celle de La Roche-Bernard. Pour les agents et les syndicats, « **on a un bassin important qui dépasse le territoire de Questembert.** »

Les habitants d'une vingtaine de communes viennent à la trésorerie, soit une fréquentation de « **30 à 50 personnes par jour.** »

Plus de 600 signatures pour la pétition lancée

C'est un lieu « **de paiement mais aussi de renseignements et de résolution pour de nombreux petits problèmes administratifs et fiscaux.** »

Au fil de leurs actions, les syndicats ont recueilli 600 signatures à Questembert, et 4 000 sur l'ensemble du département, contre ces fermetures. L'alternative proposée par l'État : les Maisons de services au public. Un projet qui ne convainc pas les syndicats. « **Ces maisons ne pourront pas rendre les mêmes services** », car si des permanences sont prévues « **il n'y en aura pas assez pour des raisons d'effectifs.** »

Pour eux, ces structures sont « **un enfumage** » à destination des élus locaux. Ils se mobilisent pour sensibiliser les élus l'importance afin de lutter contre ces fermetures qui sont réalisées à leur détriment. « **Ils ont le pouvoir de dire non** », soulignent les syndicats.

Seul maire du territoire présent lundi matin, René Danilet, de Pluherlin, est bien conscient des problèmes. « **Nous avons des régies avec de l'argent en espèces. S'il faut aller à Vannes pour les dépôts cela va être compliqué et puis nous perdons un interlocuteur direct et de proximité.** »

Une rencontre entre les syndicats et Marie-Annick Martin, maire de Questembert, était prévue, hier, à 14 h pour recueillir son avis. Par ailleurs, jeudi soir au bureau communautaire, une intervention du directeur départemental est prévue pour la présentation du plan de fermeture. Reste la question des encaissements ? Le projet prévoit qu'ils soient réalisés par les buralistes à partir de juillet 2020.

« **Cela pose un problème, car la gestion sera réalisée sur les terminaux de la Française des Jeux qui est en cours de privatisation** », soulignent les syndicats concluant que « **cela reviendra à confier à une société privée la collecte de l'impôt.** »